



Odycé SAS

Membre de Moore Global

4, rue Léon Paulet, 13008 Marseille

5, rue Salneuve, 75017 Paris

HABITAT ALTERNATIF SOCIAL

Association Loi 1901

RNA W 133 005 807

22 rue Longue des Capucins

13001 – MARSEILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Odycé SAS – Membre de Moore Global

SAS au capital de 150 000 euros

RCS Marseille 343 276 580

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence-Bastia



HABITAT ALTERNATIF SOCIAL

Association Loi 1901
RNA W 133 005 807
22 rue Longue des Capucins
13001 – MARSEILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association Habitat Alternatif Social – HAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Habitat Alternatif Social relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les immobilisations financières, les créances envers les associations locales, les provisions pour risques et charges, ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes réglementaires.

Informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne



comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 20 mai 2026,
Le commissaire aux comptes,

Franck Costagliola

Odycé SAS

Membre de Moore Global

BILAN

ACTIF - Euros	Exercice 2025			Exercice 2024	Variation	
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	en valeur	en %
ACTIF IMMOBILISE						
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement	154 398	- 40 183	114 215	65 479		
Conc., brevets, lic., marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaire						
Immobilisations incorporelles en cours			-	22 260	- 22 260	-100,00%
Avances et acomptes			-		-	
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions	741 730	- 571 679	170 051	202 976	- 32 925	-16,22%
Installations techniques, matériel et outillage industriels	74 057	- 30 808	43 249	35 830	7 419	20,71%
Autres immobilisations corporelles	1 040 345	- 668 353	371 992	405 546	33 554	-8,27%
Immobilisations corporelles en cours			-	0		
Avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	92 920		92 920	342 867	- 249 948	-72,90%
Prêts						
Autres immobilisations financières	213 380	- 103 613	109 766	210 414	- 100 648	-47,83%
Total I	2 316 830	- 1 414 637	902 193	1 285 372	- 383 179	-29,81%
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Créances						
Créances clients, usagers et comptes rattachés	539 837	5 250	534 587	331 154		
Autres créances	211 859		211 859	374 609	- 162 750	-43,45%
Charges constatées d'avance	11 404		11 404	40 717	- 29 313	
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	1 642 924		1 642 924	756 295	886 629	117,23%
					-	
Total II	2 406 025	5 250	2 400 775	1 502 775	898 000	59,76%
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 722 855	- 1 409 387	3 302 968	2 788 147	514 822	18,46%

Comptes annuels - Habitat Alternatif Social – 31/12/2025

PASSIF - Euros	Exercice 2025	Exercice 2024	Variation	
			en valeur	en %
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise	250 000	250 000	0	0,00%
Réserves	396 444	439 079	-42 635	-9,71%
Réserves statutaires ou contractuelles	87 401	87 401	0	0,00%
Réserves pour projet de l'entité				
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	248 571	291 206		
Autres	60 473	60 473	0	0,00%
Report à nouveau	- 784 425	-345 970	-438 455	126,73%
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 137 700	-107 730	-29 970	27,82%
Excédent ou déficit de l'exercice	305 699	-481 090	786 789	-163,54%
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	118 227	-228 384	346 611	-151,77%
Situation nette (sous total)	167 717	- 137 981	305 699	-221,55%
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	17 076	26 216	-9 140	-34,86%
Provisions réglementées	185 811	185 811		
Total I	370 604	74 045		
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	595 180	474 424	120 756	-17,06%
Total II	595 180	474 424	120 756	-17,06%
PROVISIONS				
Provisions pour risques	120 000	-	120 000	#DIV/0!
Provisions pour charges	233 032	211 619	21 413	10,12%
Total III	353 032	211 619	141 413	66,82%
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés	-	15 722	-15 722	-100,00%
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	244 305	291 992	-47 687	-16,33%
Emprunts et dettes financières diverses	68 938	69 018	-79	-0,11%
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	296 314	485 518	-189 203	-38,97%
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	849 959	906 584	-56 626	-6,25%
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	494 452	204 224	290 228	142,11%
Produits constatés d'avance	30 183	55 000	-24 817	-45,12%
Total IV	1 984 152	2 028 059	-43 907	-2,16%
Ecart de conversion Passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	3 302 968	2 788 147	523 962	18,79%

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Euros	Exercice 2025	Exercice 2024	Variation	
			en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	400			
Ventes de biens et services	1 403 266	1 409 691	-6 425	-0,46%
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	9 489 139	8 878 980	610 159	6,87%
Dont contribution financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et medico-sociales	5 819 492	5 580 965	238 527	4,27%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	221 204	169 854	51 350	30,23%
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	50			
Utilisations des fonds dédiés	280 883	437 420	-156 537	-35,79%
Autres produits	83 175	68 117		
Total I	11 478 119	10 964 062	514 056	4,69%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	4 691 055	5 296 001	-604 946	-11,42%
Impôts, taxes et versements assimilés	391 354	409 690	-18 336	-4,48%
Salaires et traitements	3 543 531	3 771 900	-228 369	-6,05%
Cotisations sociales	1 340 049	1 450 799	-110 751	-7,63%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	161 180	148 561	219 307	147,62%
Dotations aux provisions	367 867	0	367 867	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Reports en fonds dédiés	401 639	233 236	168 403	72,20%
Autres charges	160 122	130 470		
Total II	11 056 797	11 440 657	-383 860	-3,36%
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	421 322	-476 594	897 916	-188,40%
PRODUITS FINANCIERS				
Autres intérêts et produits assimilés	6 140	6 845	-704	-10,29%
Reprises sur provisions, dépréciations				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total III	6 140	6 845	-704	-10,29%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	103 613			
Intérêts et charges assimilées	16 618	8 299	8 318	100,23%
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total IV	120 231	8 299	111 932	1348,68%
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-114 091	-1 455	-112 636	7742,02%
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	307 230	-478 049	785 280	7553,6%

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

COMPTE DE RESULTAT - Euros	Exercice 2025	Exercice 2024	Variation	
			en valeur	en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		17 672	-17 672	-100,00%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		19 442	-19 442	-100,00%
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-1 770	1 770	-100,00%
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 532	1 271		
Total des produits (I + III + V)	11 484 259	10 988 579	495 680	4,51%
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	11 178 560	11 469 669	-291 109	-2,54%
EXCEDENT OU DEFICIT	305 699	-481 090	786 789	-163,54%
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales	118 227	-228 384	346 611	-152%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL	0	0	0	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Personnel bénévole				
TOTAL	0	0	0	

Table des matières

1. Préambule	8
2. Présentation	9
2.1. Description de l'objet social - Nature et périmètre des activités	9
2.2. Description des moyens mis en œuvre	11
2.3. Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice	13
2.4. Evènements post clôture	14
3. Principes, règles et méthodes comptables	15
3.1. Méthode générale	15
3.1.1. Fonds propres	16
3.1.2. Subvention d'investissement	16
3.1.3. Fonds dédiés	16
3.1.4. Provisions règlementées	17
3.1.5. Provisions risques et charges	17
3.1.6. Indemnités de fin de carrière	17
3.1.7. Immobilisations incorporelles	18
3.1.8. Immobilisations corporelles	18
3.1.9. Créances et dettes	18
3.2. Changement de méthode comptable	18
4. Informations relatives au bilan	19
4.1. Actif	19
4.1.1. Tableau des immobilisations	19
4.1.2. Tableau des amortissements	20
4.1.3. Evaluation des stocks	20
4.1.4. Créances	21
4.1.5. Subvention d'exploitation à recevoir	22
4.1.6. Trésorerie disponible	22
4.1.7. Charges constatées d'avance	22
4.2. Passif	23
4.2.1. Situation nette	23
4.2.2. Subventions d'investissement et provisions règlementées	25
4.2.3. Résultat effectif et résultats par activité	25
4.2.4. Provisions pour risques et charges	27
4.2.5. Fonds dédiés – Tableaux de suivi	27
4.2.6. Emprunts et dettes assimilées	29
4.2.7. Fournisseurs et comptes rattachés	29

4.2.8.	Dettes fiscales et sociales	29
4.2.9.	Autres dettes :	30
4.2.10.	Produits constatés d'avance	30
5.	Eléments relatifs au Compte de Résultat :	32
5.1.	Ventilation par financeur des concours publics et subvention d'exploitation	32
5.2.	Autres achats et charges externes	32
5.3.	Autres produits d'exploitation	33
5.4.	Résultat financier	33
5.5.	Ventilation des charges et produits exceptionnels	33
5.5.1.	Charges Exceptionnelles	33
5.5.2.	Produits Exceptionnels	33
6.	Autres informations	34
6.1.	Contributions volontaires en nature	34
6.2.	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	34
6.3.	Informations relatives à l'effectif au 31/12/2025	34
6.4.	Engagements hors bilan	34

1.Préambule

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 3 302 968 Euros
- Total des produits d'exploitation : 11 478 119 Euros
- Résultat comptable de l'exercice : Excédent de 305 699 Euros

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, l'exercice précédent clos le 31 décembre 2024 couvrait également une période de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'Association Habitat Alternatif Social arrêtés par le Conseil d'administration de l'Association en date du 9 avril 2026.

L'annexe comporte les informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat. Les informations sont présentées dans l'annexe des comptes dans l'ordre selon lesquels les postes auxquels elles se rapportent sont présentés dans le bilan et le compte de résultat. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.

Sauf indication contraire les éléments des notes seront exprimés en Euros.

2. Présentation

2.1. Description de l'objet social - Nature et périmètre des activités

(Article 431-1 du règlement ANC N°2018-06)

HABITAT ALTERNATIF SOCIAL

Association loi 10901

22 rue longue des capucins – 13001 Marseille

« Notre mission, défendre la dignité des personnes fragilisées. »

L'association Habitat Alternatif Social a pour objet de promouvoir et de défendre, par le droit au logement et le droit à la santé, la dignité et l'émancipation des personnes fragilisées. (Article 4 des statuts). Pour mener à bien ses missions, l'association HAS s'appuie sur le cadre législatif et réglementaire en vigueur, auquel elle attache une attention et un respect particulier, dont notamment :

- **La déclaration des droits de l'homme et du citoyen** dont son article premier : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » et l'article 2 : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. »
- **La constitution de 1946** et son préambule qui rappelle que « tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République. »
- **La loi 2002-02** rénovant l'action sociale et médico-sociale qui stipule : « Art. L. 116-2. - L'action sociale et médico-sociale est conduite dans le respect de l'égale dignité de tous les êtres humains avec l'objectif de répondre de façon adaptée aux besoins de chacun d'entre eux et en leur garantissant un accès équitable sur l'ensemble du territoire. »

Nos 4 piliers associatifs

Le projet associatif renouvelé d'HAS réaffirme des principes d'action fondamentaux pour l'association HAS.

L'inconditionnalité

L'inconditionnalité de l'accueil des personnes est définie dans le Code de l'Action Sociale et des Familles (Article L 345-2-2 CASF) : « Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence. » Ce principe fondateur guide notre action au quotidien : à HAS, chaque personne a sa place, quel que soit son statut administratif, ses usages, ses addictions ou la présence d'un animal de compagnie. Nos accueils et nos

accompagnements sont conçus dans cet esprit, en lien étroit avec les acteurs chargés des orientations et des prescriptions, afin de garantir une réponse juste, humaine et adaptée à chaque situation.

Le pouvoir d’agir

Yann Le Bossé, sociologue, définit le pouvoir d’agir comme « un processus par lequel des personnes accèdent ensemble ou séparément à une plus grande possibilité d’agir sur ce qui est important pour elles, leurs proches ou la communauté à laquelle ils s’identifient. ». Au sein d’HAS, le pouvoir d’agir se traduit par le fait de ne pas choisir à la place des personnes accueillies, de leur permettre d’être en phase ou de renouer avec leurs propres aspirations.

La dignité

Le respect de la dignité des personnes accueillies au sein d’HAS se traduit par la mise à l’abri, l’offre d’un habitat digne, le premier accueil et l’écoute des besoins de la personne, l’acceptation de la personne telle qu’elle est, sans jugement et sans penser à sa place, d’égal à égal.

La liberté d’action

La liberté d’action s’incarne, au sein de HAS, dans la revendication et l’affirmation des trois autres valeurs cardinales, soutenues par le plaidoyer. Elle se traduit dans les positionnements politiques du conseil d’administration et des salariés et – toujours librement discutée à ces deux niveaux de gouvernance-, elle est à la source de la capacité d’innovation de l’association

Ces quatre piliers se déclinent au quotidien dans une forte imbrication avec les notions d’humanisme, d’innovation, de plaidoyer, et par la participation des personnes accueillies au sein de l’association..

2.2. Description des moyens mis en œuvre

L'association gère 23 établissements et services sur les Bouches du Rhône et sur le Vaucluse, elle est organisée en 5 pôles. Elle compte également des salariés détachés sur le GCSMS ACT « Un chez soi d'abord – Marseille » et sur le projet de l'Auberge Marseillaise :

- **Pôle Habitat Insertion Parentalité**

3 services pour 9 établissements et services :

- CHRS sur Marseille (60 places),
- Mission de résorption des bidonvilles sur la commune de Marseille (30 mesures),
- Intermédiation locative (45 mesures),
- 30 mesures d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL)
- Hébergement et accompagnement de jeunes sortant de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (10 places),
- Mise à disposition d'un salarié et participation dans le collectif de l'Auberge Marseillaise.
- Maison Parentale Caganis (54 places) ;
- Mise à l'abri de ménages pré/post accouchement (12 ménages)
- MECS Mineurs Non Accompagnés (25 places) ; Habitat Urgence Femmes (22 femmes avec ou sans enfants soit 59 places)

- **Pôle habitat santé social**

2 services pour 5 établissements et services :

- Maison Relais Claire Lacombe pour femmes vieillissantes présentant des addictions et/ou des troubles psychiatriques (20 places),
- CHRS de stabilisation implantés à Luynes (Les Prytanés - 9 places) et dans les quartiers Nord de Marseille (Le Mascaret - 8 places)
- Appartements de Coordination Thérapeutique « généralistes » en diffus (35 places) à Marseille ; ACT en habitat partagé pour personnes ayant des troubles psychiatriques sévères (Le Marabout - 13 places)
- Un hébergement d'Urgence D.Pion de 17 places
- Une Occupation temporaire « Nau et Cavaignac » pour 55 places en hébergement d'insertion sociale et professionnelle.
- Une Occupation temporaire « Chez Marthe » pour 30 places en hébergement d'insertion sociale et professionnelle pour des femmes seules ou avec enfants.

- **Pôle TERRITORIAL DU VAUCLUSE**

1 service pour 7 établissements et services dans le Vaucluse

- Un CHRS de 24 places dans et hors les murs,
- 21 places d'Accueil immédiat en diffus,

- Une Equipe mobile santé social (file active de près de 100 personnes),
- une Halte de nuit pour personnes sans abri d'une capacité de 15 places ;
- 15 places d'ACT à domicile et en diffus ,
- La maison Flammarion dédié aux jeunes de 18 à 25 ans permettant l'accueil de 5 personnes
- un soutien et un suivi psychologiques auprès d'un public en grande précarité par une psychologue en Avignon
- **Pôle Administratif et Financier :**
 - Direction Générale
 - Communication et vie associative ;
 - Gestion des ressources humaines ;
 - Comptabilité ;
 - Gestion administrative ;
 - Gestion des ressources humaines ;
 - Financement de l'association : dépôt et suivi des subventions et dotations.
- **pôle logement, développement et innovation sociale**
 - Gestion locative : captation, suivi administratif et technique de plus de 370 appartements, relations avec les propriétaires ;
 - Entretien et remise en état des appartements ;
 - Logistique de l'association : parc informatique, technique, locaux...
 - Développement et innovation sociale avec les pôles (réponse appel à projet, mécénat...)

- **Gcsms ACT « Un Chez Soi D'abord – Marseille »**

L'association a été à l'initiative avec des partenaires d'une action pour le logement de personnes ayant des troubles psychiatriques. A l'été 2018, le dispositif « Un Chez Soi d'Abord » a été pérennisé sous la forme juridique d'un Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale (GCSMS), dont H.A.S. est membre, portant des ACT (Appartements de Coordination Thérapeutiques) pour déployer l'action d'accompagnement. L'association met à disposition 7 salariés dans le cadre de ce groupement

- **Auberge Marseillaise**

L'Auberge marseillaise, un lieu de vie participatif pour des femmes et enfants en situation de grande précarité, prend place dans l'ancienne Auberge de Jeunesse Bonneveine, située dans les quartiers Sud de Marseille. Le projet a été lancé en mars 2021, dans un élan inédit de coopération entre 9 associations impliquées localement dans la lutte contre la précarité, avec le soutien de la Ville et de l'Etat. C'est une expérimentation qui vise à construire un lieu de vie participatif en alternative aux hôtels sociaux et aux centres d'hébergement d'urgence. A ce jour, elle peut accueillir 70 personnes (femmes avec ou sans enfants). Une équipe pluridisciplinaire assure l'accès aux besoins primaires (sécurité,

eau, hygiène, hébergement, alimentation) et l'initiation de parcours d'accès aux droits, à la santé, à l'insertion et au logement, dans une approche globale d'amélioration des conditions de vie et de santé des personnes accueillies. L'accueil à l'Auberge marseillaise y est inconditionnel et sa durée s'adapte aux besoins et aux temporalités de rétablissement des personnes.

L'Auberge Marseillaise est portée par 9 associations du territoire : Just, Nouvelle Aube, Yes We Camp, Marseille Solutions, SOS Femmes 13, H.A.S, l'Amicale du Nid, la Ligue de l'enseignement et le Paysan Urbain.

2.3. Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice

L'association a engagé, en 2025, un plan de redressement combinant des mesures de maîtrise budgétaire, une réorganisation interne et un suivi renforcé des indicateurs financiers. Tout au long de l'année, ces actions ont déjà produit des effets tangibles : encadrement des dépenses, gel de certains recrutements, réduction du recours à l'intérim, optimisation du parc locatif, internalisation de certains travaux et développement des partenariats afin de limiter les aides directes.

Le résultat évolue ainsi de -481 k€ en 2024 à +305 k€ en 2025. Cette amélioration est constatée tout en intégrant des provisions significatives.

Les produits progressent de +494,6 k€ entre 2024 et 2025, passant de 10,99 M€ à 11,48 M€. Cette hausse, mesurée, s'explique principalement par une meilleure maîtrise des dotations et subventions, dans un contexte de montée en charge ou d'année pleine pour plusieurs dispositifs.

Les charges diminuent de -292,2 k€ sur la même période, malgré des écritures prudentes de fin d'exercice, confirmant l'impact réel des mesures de gestion mises en œuvre.

Les principales économies identifiées sont les suivantes :

- Masse salariale : -357,4 k€ sur les salaires et -43,4 k€ sur les frais de personnel, liés au gel de certains recrutements, aux difficultés de recrutement rencontrées sur l'année, ainsi qu'à des non-remplacements ciblés (absence non systématiquement compensée par de l'intérim ou des CDD).
- Charges directes liées aux personnes hébergées : -182,4 k€ sur les aides financières, courses et chèques services, grâce à une meilleure maîtrise de ces dispositifs et à une mobilisation accrue des aides de droit commun et des partenariats solidaires.
- Équipement des logements, travaux, désinfections, fluides : -314,4 k€, traduisant la résiliation de logements vacants ou trop coûteux et l'internalisation d'interventions techniques auparavant confiées à des prestataires en 2024.
- Prestations extérieures et intérim : -152,7 k€, confirmant la baisse du recours à l'intérim et aux prestataires externes.

- Loyers, charges et assurances : -80,7 k€, en lien avec l'optimisation du parc locatif et la restitution de logements.

La situation financière de l'association apparaît aujourd'hui stabilisée et orientée favorablement, sous réserve de la poursuite des efforts de gestion, d'un pilotage rigoureux des dispositifs en 2026 et du maintien des financements en cours.

Nos points de vigilance pour 2026, afin de consolider cette dynamique, sont les suivants :

- Pérenniser les économies sans dégrader la qualité de l'accompagnement ni accroître durablement la tension sur les équipes.
- Maintenir un suivi précis des postes vacants, du recours à l'intérim et des dispositifs en sous-occupation.
- Conserver une approche prudente des fonds dédiés et des charges exceptionnelles afin d'éviter toute sur- ou sous-estimation de l'activité courante.
- Poursuivre la sécurisation des financements et renforcer le pilotage budgétaire, notamment en améliorant la traçabilité de l'activité

2.4. Evènements post clôture

Néant

3. Principes, règles et méthodes comptables

3.1. Méthode générale

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité, modifié par le règlement ANC n°2022-06 d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- Du règlement n° 2019-04 de l'ANC du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le chapitre II du titre I du livre V du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;

Le résultat comptable de l'Association est déterminé par différence entre les produits et les charges. Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des « Activités en gestion propre »,
- Les résultats sous contrôle des tiers financeurs des « Activités contrôlées ». Les résultats sous contrôle des tiers financeurs ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités compétentes qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R314-52 du CASF.

En ce sens, deux niveaux de résultats apparaissent :

- Le résultat comptable en conformité avec les principes et règles comptables en vigueur. Ce résultat est arrêté par le Conseil d'Administration.

- Le résultat effectif sous-contrôle du tiers financeur qui correspond au résultat comptable auquel on ajoute les résultats antérieurs repris.

Par ailleurs, l'année 2025 est la neuvième année d'un Contrat Pluri annuel d'Objectifs et de Moyens signé avec la DREETS pour les établissements suivants :

- CHRS des Bouches du Rhône
- Veille
- CHRS Mascaret
- CHRS Prytanés
- Habitat Urgence Femmes
- Maison Relais Claire Lacombe

Dans ce cadre, conformément au contrat, les résultats 2025 de ces différents établissements seront mutualisés et affectés par l'Assemblée Générale. Ce contrat initialement signé pour les années 2017 à 2019 a été renouvelé par avenants jusqu'à la fin de l'année 2025. Une négociation est en cours pour conclure un nouveau CPOM.

3.1.1. Fonds propres

Conformément à l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04, l'activité sociale et médico-sociale est présentée distinctement dans une subdivision spécifique des postes suivants :

- Réserves
- Report à nouveau
- Excédent ou déficit de l'exercice.

Ce tableau est présenté au chapitre « Informations relatives aux postes du bilan » section « fonds propres ».

3.1.2. Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat linéairement au même rythme que les actifs subventionnés. Elles sont présentées au bilan, nettes d'amortissement.

3.1.3. Fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles ;
- Les autres contributions accordées par l'autorité de tarification. Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS ».

Sont aussi inscrits, le cas échéant, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- Subventions d'exploitation
- Contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Contributions financières reçus des tiers financeurs

3.1.4. Provisions règlementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions règlementées définies dans le code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions règlementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions règlementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions règlementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

3.1.5. Provisions risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'association a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

3.1.6. Indemnités de fin de carrière

L'association a pris en compte dans son calcul de l'indemnité de départ à la retraite la réforme des retraites applicable à compter du 15 avril 2023 dont l'une des principales mesures était le rallongement de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans de manière progressive et suspendue en 2025.

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne. L'indemnité concerne les salariés ayant plus de 10 ans d'ancienneté dans l'association ou dans un établissement du champ d'application de la convention collective.

La provision est calculée pour le montant des droits pour l'indemnités de départ à la retraite acquis par les salariés en contrat à durée indéterminée dont l'ancienneté à HAS sera de plus de 10 ans à la date de leur départ à la retraite.

Les autres hypothèses envisagées pour le calcul sont les suivantes :

- Convention appliquée : accords CHRS
- Age de départ à la retraite : 60-64 ans
- Table de mortalité : Publication Insee 2024
- Taux de rotation du personnel : moyen
- Taux de charges sociales et fiscales : 51%
- Le taux de progression des salaires : 0.5%

- Le taux d'actualisation utilisé : 3.5%

En considérant ces hypothèses, le montant de l'engagement pris en matière de retraite est de 233 032 euros à fin 2025 contre 211 619€ à fin 2024 soit une dotation de provision sur l'exercice 2025 de 21 413 euros.

3.1.7. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. L'association a développé avec un prestataire des solutions informatiques. Elles ont été inscrites à l'actif en fin d'année au coût d'acquisition.

3.1.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production .

Les durées moyennes d'amortissement sont les suivantes :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions : structure	Linéaire	20 à 30 ans
Travaux	Linéaire	5 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

3.1.9. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2. Changement de méthode comptable

A compter du 1^{er} janvier 2025, le règlement ANC 2022-06, modifiant le règlement ANC n°2014-03 est applicable. Ce règlement introduit une série de modifications visant à simplifier et moderniser le plan comptable général sans modifier les règles fondatrices du plan comptable général. Les impacts sont notamment une nouvelle définition du résultat exceptionnel et l'abandon du mécanisme de transfert de charge. Ces changements sont détaillés tout au long des postes impactés ci-dessous.

4. Informations relatives au bilan

4.1. Actif

4.1.1. Tableau des immobilisations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la clôture de l'exercice
		Acquisitions	Apports	Poste à poste	Cessions	Scissions	Poste à poste	
Immobilisations incorporelles								
<i>Concessions, brevets, licences, marques, logiciels</i>	79 998	52 140		22 260				154 398
Total I	79 998	52 140	0	22 260	0	0	0	154 398
Autres postes d'immobilisations incorporelles	22 260			-22 260				0
Total II	22 260	0	0	-22 260	0	0	0	0
Immobilisations corporelles								
<i>Terrains</i>	0							0
<i>Batiments</i>	741 730							741 730
<i>Travaux</i>	54 504	15 102						69 607
<i>Outils</i>	4 451							4 451
<i>Installations générales, aménagements divers</i>	442 887	47 287						490 174
<i>Matériel de transport</i>	169 006	2 290			7 800			163 496
<i>Mobilier et Matériel de bureau et informatique</i>	374 898	11 779						386 677
<i>Autres</i>	0							0
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	0							0
<i>Avances et Acomptes</i>	0							0
Total III	1 787 476	76 458	0	0	7 800	0	0	1 856 134
Immobilisations financières								
<i>Autres titres immobilisés</i>	342 867				249 947			92 920
<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	210 413	2 964						213 378
Total IV	553 281	2 964	0	0	249 947	0	0	306 298
Total (I+II+III+IV)	2 443 015	131 562	0	0	257 747	0	0	2 316 830

4.1.2. Tableau des amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Poste à poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles					
<i>Concessions, brevets, licences, marques, logiciels</i>	14 519	25 664	0		40 183
Total I	14 519	25 664	0		40 183
<i>Autres postes d'immobilisations incorporelles</i>	0	0	0		0
Total II	0	0	0		0
Immobilisations corporelles					
<i>Terrains</i>	0				0
<i>Bâtiment</i>	538 754	32 925			571 679
<i>Travaux</i>	21 807	6 466			28 273
<i>Installations techniques, matériels et outillage industriels</i>	1 317	1 217			2 535
<i>Installations générales, aménagements divers</i>	209 257	30 728			239 986
<i>Matériel de transport</i>	128 698	16 908	7 800		137 806
<i>Mobilier et Matériel de bureau et informatique</i>	243 290	47 273			290 563
<i>Autres</i>	0				0
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	0				0
<i>Avances et Acomptes</i>	0				0
Total III	1 143 124	135 517	7 800		1 270 841
Total (I+II+III)	1 157 644	161 180	7 800		1 311 024

Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'exercice 2025.

Les immobilisations financières correspondent :

Immobilisations financières	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
<i>Autres titres de participations</i>	3 500	3 500
<i>Titres immobilisés CET</i>	29 045	29 045
<i>Autres titres immobilisés</i>		
<i>Parts crédit coopératif</i>	60 375	310 322
<i>Dépôt et cautionnement</i>	109 767	210 414
TOTAL	202 687	553 282

Une dépréciation de 103 613 euros a été constatée en 2025 sur le risque de non-recouvrement des dépôts de garantie versés.

4.1.3. Evaluation des stocks

L'association ne possède pas de stocks.

4.1.4. Créances

Les créances se décomposent de la façon suivante :

31/12/2025 net	TOTAL	- 1 an	+ 1 an
Créances clients et usagers	534 587	529 337	5 250
Autres Créances :	211 859	191 541	20 319
Dont :			
Produits à recevoir autres		-	
Fonds de roulement	10 319	-	10 319
Créances diverses	30 935	30 935	
Subvention exploitation à recevoir	129 077	119 077	10 000
Personnel et autres charges	41 528	41 528	
Total Général	746 447	720 878	25 569

Concernant les créances clients,

- Les principales créances clients et usagers 31/12/2025 se décomposent de la manière suivante :
 - Le GCSMS Un Chez Soi pour la mise à disposition de personnels : 23 K€ à fin 2025 (74 K€ à fin 2024) ;
 - Yes We Camp pour la mise à disposition de personnels : 28 K€ à fin 2025 contre 46 K€ à fin 2024 ;
 - Les créances usagers s'élèvent à 458 K€ fin 2025 contre 163 K€ à fin 2024. Celles-ci correspondent au montant potentiellement dû par l'utilisateur pour son hébergement. Elles ont une contrepartie au passif du bilan pour le même montant.

4.1.5. Subvention d'exploitation à recevoir

Libellé	31/12/25	31/12/24
CD MASCARET	37 000	40 000
CAGANIS	-6 529	
MECS MNA	3 407	
CD PJ MNA		155 091
DDETS 13 IML	43 200	43 200
CR FVV	10 000	
CD PRYTANES	18 000	20 000
CR HUF	24 000	30 000
TOTAL	129 078	288 291

4.1.6. Trésorerie disponible

	Situation au 31/12/2025	Situation au 31/12/2024	Evolution (€) N vs N-1	Evolution (%)
Disponibilités	1 642 924	756 295	886 629	117%

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

4.1.7. Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	31/12/25
Exploitation	11 404
Financier	
Exceptionnel	
Total	11 404

Les charges constatées d'avance n'appellent pas de commentaires particuliers.

4.2. Passif

4.2.1. Situation nette

Les montants positifs représentent des excédents, les montants négatifs des déficits.

Libellé	Au 01.01.2025	Affectation du résultat	Augmentation	Diminut° ou consommat°	Au 31.12.2025
Fonds propres sans droits de reprise:	250 000		-	-	250 000
Fondation Pour le logement apport sans droit de reprise	250 000				250 000
Fonds propres avec droits de reprise:	-	-	-	-	-
	-				-
Ecart de réévaluation					
Réserves	439 079	-	26 845	69 480	396 444
Réserve - excédent affectés à l'investissement	60 473				60 473
Réserve - excédent affectés à l'investissement - ACT	50 790				50 790
Réserve - excédent affecté à l'invest CHRS 84	3 377		17 620		20 998
Réserve associative	87 401				87 401
Réserve de compensation des déficits ACT	143 283			69 480	73 803
Réserve de compensation des déficits ACT 84	28 449		4 225		32 673
Excédent affecté à la couverture BFR ACT 84			5 000		5 000
Réserve de compensation déficits Marabout	5 778				5 778
Réserve de compensation des déficits Mascaret	1 209				1 209
Réserve de compensation CHRS 84	54 805				54 805
Réserves compensation déficit CHRS 13	3 515				3 515

Libellé	Au 01.01.2025	Affectation du résultat	Augmentation	Diminut° ou consommat°	Au 31.12.2025
Report à nouveau	- 345 970	-	- 624 164	- 185 537	- 784 425
Report à nouveau excédentaire activités non contrôlées (compte utilisé depuis 2015)	873 588		113 771		987 358
Charges refusées : provisions pour congés payés	- 24 396		- 4 614		- 29 010
Charges refusées	- 58 222				- 58 222
Report à nouveau déficitaire activité non contrôlée	- 1 053 607		- 522 428		- 1 576 034
Report à nouveau déficitaire activités non contrôlées	-			-	-
Résultats sous contrôle de tiers financeurs (compte utilisé à partir de 2015)	- 83 334		- 210 893	- 185 537	- 108 518
<i>Dont</i>					
ACT 2021	56 593				56 765
CHRS 13 2020	15 178				15 178
CHRS 13 2021	30 260				30 260
CHRS 84 2019	- 61 580				- 61 580
Mascaret 2020	6 683				6 683
Mascaret 2021	4 367				4 367
Prytanes 2020	- 2 137				- 2 137
Prytanes 2021	12 158				12 158
Prytanes 2022	- 5 253				- 5 253
Résidence Claire Lacombe 2021	4 015				4 015
CHRS 84 2022	-				-
MECS MNA 2022	21 214			11 214	9 999
CHRS 84 2021	38 768				38 768
Caganis 2022	- 42 140			- 42 140	-
Marabout +ACT 13 2023	- 78 392			- 69 480	- 8 912
Caganis 2023	- 34 651			- 34 651	-
CHRS 84 2023	5 759			5 759	-
ACT DOM 84 2023	11 203			9 139	2 064
MECS MNA 2023	- 65 378			- 65 378	-
MECS MNA 2023			- 78 069		- 78 069
MECS MNA 2024			- 33 978		- 33 978
Marabout 2024+ACT13			- 88 138		- 88 138
ACT DOM 84 2024			61 610		61 610
Caganis 2024			- 54 971		- 54 971
Caganis 2023			- 17 346		- 17 346
Résultat de l'exercice	- 481 090	481 090	305 699		305 699
SITUATION NETTE	- 137 981				167 717

4.2.2. Subventions d'investissement et provisions réglementées

Libellé	31/12/2024	Augmentation	Reprise	31/12/2025
SUB INVEST CD CLAIRE LACOMBE	5 673	0	0	5 673
SUB INVEST MARSEILLE MASCARET	5 298	0	5 298	0
AUTRES SUBVENTION EQUIP	6 800	0	0	6 800
SUBV INVEST CAPUCIN/Ville de marseille	24 074			24 074
Subvention investissement	41 845	0	5 298	36 547
AMORT SUBV INVEST INTERPOLE	-4 346	-1 135		-5 480
AMORT SUB INV VILLE MASCARET	-5 298		-5 298	0
AMORT SUBV INVEST EQUIPT	-4 534	-2 266		-6 800
QUOTE PART DE REP SUB CAPUCIN	-1 452	-5 739		-7 191
Reprise des subventions invest	-15 629	-9 140	-5 298	-19 471
NET subvention invest	26 216			17 076

Provisions réglementées

RUBRIQUES – €	Provisions au début de l'exercice 31/12/2024	Augmentation des dotations de l'exercice	Diminution des reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice 31/12/2025
Provisions réglementées	185 811	0	0	185 811
<i>Amortissements dérogatoires</i>				0
<i>Hausse de prix</i>				0
<i>Provision réglementée destinées à renforcer la couverture du BFR</i>	158 500			158 500
<i>Provision réglementée pour produits financiers</i>				0
<i>Provision réglementée afférentes aux plus values nettes d'actif</i>	1 569			1 569
<i>Autres provisions réglementées</i>	25 742			25 742

4.2.3. Résultat effectif et résultats par activité

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat comptable	305 699	-481 090
Reprise du résultat antérieur	23 077	-61
Excédent ou déficit effectif	328 776	-481 150
dont résultat effectif sous gestion propre	210 549	-252 706
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	118 227	-228 444

Gestion contrôlée hors CPOM 31-12-2025							PROPOSITIONS						
Etablissement hors CPOM	Résultat Comptable	Résultat antérieur à affecter	Réserve de compensation des déficits	Excédents affectés à compensation des charges d'amortissement	Dépenses dont la prise en charge est différée	Résultat Administratif	Excédent investissement	Excédent couverture BFR	Compensation des déficits	Compensation des charges d'amortissement	Excédent réduction des charges d'exploitation	Excédent financement mesures exploitation	Report à nouveau déficitaire
Appartements de coordination thérapeutique diffus 13 et Marabout	79 053	-8 912,35				70 141	35 070		35 070				
Maison Parentale Caganis	84 968	-17 346,00				67 622			67 622				
CHRS Vaucluse	1 183					1 183			1 183				
Appartements de coordination thérapeutique à domicile - Vaucluse	21 218	2 064,01				23 282	23 282						
MECS Mineurs Non Accompagnés	-97 230	-18 000,00				-115 230							-115 230
TOTAL	89 192	-42 194	0	0	0	46 998	58 352	0	103 875	0	0	0	-115 230

Etablissements sous CPOM 2017-2025 - 31/12/2025							AFFECTATION PAR L'ASSEMBLEE GENERALE							
Activité en gestion propre ou sous contrôle de tiers financeurs	Etablissement sous CPOM	Résultat Comptable	Résultat antérieur à affecter	Réserve de compensation des déficits	Excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	Dépenses dont la prise en charge est différée	Résultat Administratif	Excédent investissement	Excédent couverture BFR	Compensation des déficits	Compensation des charges d'amortissement	Excédent réduction des charges d'exploitation	Excédent financement mesures exploitation	Report à nouveau déficitaire
activité sous contrôle de tiers financeurs	CHRS Diffus	20 179	45 437,68				65 617			65 617				
activité sous contrôle de tiers financeurs	Mascaret	-8 238	11 050,49				2 812			2 812				
activité sous contrôle de tiers financeurs	Prytanes	-1 968	4 767,68				2 800			2 800				
activité en gestion propre	Maison Relais Claire Lacombe	1 086	4 015,00				5 101			5 101				
activité en gestion propre	Habitat Urgence Femmes	480	0,00				480			480				
Total		11 539	65 271	0	0	0	76 810	0	0	76 810	0	0	0	0
Dont activités sous contrôle de tiers financeurs		9 973	61 256	0	0	0	71 229	0	0	71 229	0	0	0	0
Dont activité en gestion propre		1 566	4 015	0	0	0	5 581	0	0	5 581	0	0	0	0

4.2.4. Provisions pour risques et charges

RUBRIQUES	Provisions au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions des reprises de l'exercice consommées	Diminutions des reprises de l'exercice non consommées	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges	211 619	362 617	221 204	0	353 032
<i>Provisions pour litiges</i>	0	120 000			120 000
<i>Provisions pour garanties données aux clients</i>	0				0
<i>Provisions pour amendes et pénalités</i>	0				0
<i>Provisions pour pensions et obligations similaires</i>	211 619	242 617	221 204		233 032
<i>Provisions pour impôts</i>	0				0
<i>Provisions pour charges sur legs et donations</i>	0				0
<i>Autres provisions pour risques et charges</i>	0				0

La dotation de l'année est une dotation d'exploitation.

La provision pour litige couvre les risques sociaux de l'Association.

La dotation de la provision pour pensions correspond à l'actualisation annuelle de celle-ci.

4.2.5. Fonds dédiés – Tableaux de suivi

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif. Ils servent à enregistrer, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu être engagée à la clôture de l'exercice.

Comptes annuels - Habitat Alternatif Social – 31/12/2025

FONDS DEDIES	Montant global au 01/01/2025	Reports (compte 6894 et 68742)	Utilisation en cours d'exercice (7894)		Transferts	A La cloture de l'exercice	
			Montant Global	Dont remboursement		Montant Global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
SUBVENTION D'EXPLOITATION	132 370	231 075	132 370	-	-	231 075	-
Subvention de fonctionnement Psychologue - 84 2023	60 000	66 000	60 000			66 000	
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement Flammarion	72 370		72 370			-	
Subvention pour Captation logements		57 135				57 135	
Subvention pour des Places HU pour femmes		47 940				47 940	
Subvention pour le Lieu de ressources/50 places		60 000				60 000	
CONTRIBUTION FINANCIERES DES AUTORITES DE TARIFICATION AUX ENTITES GESTIONNAIRES D'ESSMS	329 238	170 564	148 513	-	-	351 290	79 136
CNR actions de formation ACT	-					-	
CNR actions de formation ACT	8 640					8 640	8 640
Fonds dédiés CNR ACT dont - renfor infirmier	6 415				- 6 415	-	
DDCS Mise à l'Abri Hôtel	44 023		24 301			19 722	-
DDCS Claire Lacombe	-					-	
Fonds dédiés investissement - ACT à domicile - Voiture et ordinateur (1)	3 385					3 385	
Fonds dédiés investissement - ACT Marabout - aménagement (1)	-					-	-
Fonds dédiés investissement - CHRS 13 - Toit / ordinateurs/ véhicule (1)	21 879					21 879	
Fonds dédiés investissement - CNR ACT à domicile - Travaux d'aménagement (1)	25 900					25 900	25 900
Fonds dédiés investissement - CNR ACT à domicile - Ordinateur	1 210					1 210	-
Fonds dédiés investissement- CNR ACT Marabout - Véhicule	3 385		2 708			677	
Fonds dédiés investissement- CNR ACT Marabout - Chauffage	10 669					10 669	
Fonds dédiés CNR ACT 84 - investissement / formation	21 850				- 21 850	-	-
Fonds dédiés CNR ACT 13 - investissement / formation	18 696					18 696	18 696
Fonds dédiés investissement- CNR Caganis pour amort investissement	7 570		5 638			1 932	
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement - ACT 84	13 850				- 13 850	-	-
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement - ACT Marabout et diffus	20 900					20 900	20 900
5000€ pour aide contractualisation CPOM	5 000					5 000	5 000
ADJ D. PION	15 000		15 000			-	
Subvention DDETS 13 Marseille Nau et Cavaignac	100 866	16 748	100 866			16 748	
Formation IDE 2026-2028 CNR		57 085	-		42 115	99 200	
Investissement et QVT ACT Marabout CNR		26 970	-			26 970	
Projet un CS jeune expérimental/métropole		33 562				33 562	
Accompagnement de jeunes sortants de PJJ		36 199				36 199	
CONTRIBUTION FINANCIERES D'AUTRES ORGANISMES	12 815	-	-	-	-	12 815	11 691
Fondation Abbé Pierre fonctionnement Accueil de Nuit 84	-					-	-
Fondation Abbé Pierre équipement de l'Accueil de Nuit 84	1 124					1 124	-
Subvention Pt Freres des pauvres	11 691					11 691	11 691
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	474 424	401 639	280 883	-	-	595 180	90 827

4.2.6. Emprunts et dettes assimilées

31/12/25	Date de l'emprunt	Montant de l'emprunt initial	Montant au 31/12/2024	Capital Remboursé	Montant au 31/12/2025
Prêt Convalescent	02/04/2014	450 000	150 149	33 250	116 899
Prêt Capucin	19/04/2024	150 000	141 844	14 438	127 406
Solifap	11/01/2018	300 000	15 722	15 722	-
Total Général		900 000	307 715	63 410	244 305

31/12/25	TOTAL	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunt Bâtiment des convalescents	116 899	34 074	82 825	
Emprunt Capucin	127 406	15 033	84 997	27 376
Caution - Epargne de l'utilisateur	68 938	68 938		
Total Général	313 244	118 045	167 822	27 376

En décembre 2017, la Société d'Investissements Solidaires de la Fondation Abbé Pierre (Solifap) a accordé à HAS un prêt participatif d'un montant de 300 000 € afin de conforter les fonds propres de l'Association et ainsi améliorer sa trésorerie. Son remboursement a commencé en avril 2020 et s'est terminé en 2025.

L'association avait souscrit en 2024 un nouvel emprunt pour l'aménagement des Capucins.

4.2.7. Fournisseurs et comptes rattachés

	Nature	Montant fin d'exercice 2025	Montant fin d'exercice 2024	Evolution 2025/2024
Fournisseurs	Exploitation	296 314	485 518	189 203
Total		296 314	485 518	189 203

4.2.8. Dettes fiscales et sociales

Ces dettes d'un montant total de **849 959 € (contre 906 584 € fin 2024)** euros sont composées de :

- **Provision congés payés (charges incluses) : 408 835 euros :**

	Total provision congés payés 31/12/2025	Variation provision congés payés	Total provision congés payés 31/12/2024
Provision Congés Payés	275 788	- 26 675	302 463
Provision Charges sur Congés Payés	133 047	- 9 767	142 814
Total	408 835	- 36 442	445 277

- **Provision Compte Epargne Temps : 131 578 euros fin 2025 :**

	Provisions au 01.01.2025	Dotation exercice	Reprise Exercice	Provisions 31.12.2025
Provisions CET	117 689	13 889		131 578
Total	117 689	13 889	-	131 578

- **Dettes envers les organismes sociaux et dettes Etat et autres collectivités : 267 289 euros.** Ces dettes ont une échéance à moins d'un an :

	Montant fin d'exercice 2025	Montant fin d'exercice 2024	Evolution 2025 - 2024
Dettes envers organismes sociaux/dettes Etat	267 289	280 396	-13 107

- **Dettes envers le personnel : 42 257 euros :**

Dettes personnel	Montant fin d'exercice 2025	Montant fin d'exercice 2024	Evolution 2025- 2024
Rémunération du personnel	42 200	48 528	- 6 329
Personnel - Opposition	-	1 404	- 1 404
CSE	57	13 290	- 13 233
Dettes personnel	42 257	63 222	- 20 966

4.2.9. Autres dettes :

Autres dettes	Montant fin d'exercice 2025	Montant fin d'exercice 2024	Evolution 2025 - 2024
Epargne des personnes accueillies	14 348	13 748	600
Autres charges à payer			-
Dettes des usagers (montant identique au compte de créances usagers de l'actif)	457 753	163 827	293 926
Autres Crédeur divers	22 351	26 649	- 4 298
Total	494 452	204 224	290 228

4.2.10. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance (PCA) concernent les conventions qui couvrent plusieurs exercices. Au 31 décembre 2025, les PCA se décomposent de la manière suivante (55 K€ à fin 2024) :

LIBELLES	31/12/25
CNR Halte de nuit	15 214
HU	6 256
HU SAS	8 713
TOTAL	30 183

LIBELLES	31/12/24
CR accès logt de FVV	20 000
CCAS Cavaignac	35 000
TOTAL	55 000

5. Eléments relatifs au Compte de Résultat :

5.1. Ventilation par financeur des concours publics et subvention d'exploitation

Désignation	31/12/2025	Dont: Produits de la tarification	Dont: Subvention
Etat	4 872 473	1 648 422	3 224 051
Aide à l'embauche	10 667		10 667
Agence Régionale de Santé PACA	2 388 540	2 222 080	166 460
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	2 003 990	1 948 990	55 000
Conseil Départemental Vaucluse	22 230		22 230
Conseil régional	20 000		20 000
Ville de Marseille		-	-
Metropole	120 000		120 000
CCAS	40 000		40 000
Ville Avignon	2 100		2 100
Quote part subvention investissement virée au CR	9 140		9 140
Total	9 489 139	5 819 492	3 660 507

Le nouveau plan de compte applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 a reclassé les reprises de subvention d'investissement de l'exceptionnel en exploitation. Ainsi le résultat d'exploitation 2025 est impacté par la reprise de subvention d'investissement à hauteur de à 9 140 euros (5 033 euros en exceptionnel en 2024).

Désignation	31/12/2024	Dont: Produits de la tarification	Dont: Subvention
Etat	4 574 091	1 584 075	2 990 015
Aide à l'embauche	16 500		16 500
Agence Régionale de Santé PACA	2 307 210	2 157 210	150 000
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	1 957 179	1 839 679	117 500
Conseil régional	20 000	-	20 000
Ville de Marseille	4 000	-	4 000
Structures de financement privées	-		-
Total	8 878 980	5 580 965	3 298 015

5.2. Autres achats et charges externes

Désignation	31/12/2025	31/12/2024	Evolution 2025/2024 (€)	Evolution 2025/2024 (%)
Autres achats et charges externes	4 691 055	5 296 001	- 604 946	-11%
<i>Dont loyers et charges locatives</i>	2 212 025	2 275 135	- 63 110	-3%
<i>Dont entretien et réparation sur biens</i>	198 539	407 528	- 208 989	-51%
<i>Dont Mad de personnel</i>	679 397	784 337	- 104 940	-13%
<i>Dont autres achats</i>	854 819	1 102 014	- 247 195	-22%
Total détail	3 944 780	4 569 014	- 624 234	-14%

La baisse des achats et charges externes s'explique principalement par les efforts de maîtrise des coûts notamment liés aux logements.

5.3. Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation	31/12/2025	31/12/2024	Evolution 2025/2024 (€)
Dons manuels	75 000		75 000
IJSS		29 555	
Autres	8 175	38 562	- 30 387
Total des produits d'exploitation	83 175	68 117	15 058

L'association a bénéficié en 2025 d'une dévolution de 75 000 euros de la part de l'Association Hilda Soler.

5.4. Résultat financier

Le résultat financier 2025 est impacté cette année par la constitution d'une provision pour dépréciation des dépôts de garantie à hauteur de 104 K€.

5.5. Ventilation des charges et produits exceptionnels

5.5.1. Charges Exceptionnelles

Le nouveau plan de compte applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 a redéfini la notion de résultat exceptionnel. En 2025, aucune opération ne répond à cette nouvelle définition. Les reprises de subvention d'investissement (9 140 euros en 2025) et le produit de cession des immobilisations (50 euros) sont reclassés en exploitation en 2025.

Charges exceptionnelles	Montant 2025	Montant 2024	Evolution 2025/2024
Perte OPCO			-
IJSS reçues en 2022			-
Régularisation eau			-
Pénalités, amendes		4 390	- 4 390
VNC éléments d'actifs cédés			-
Créances passées en perte exceptionnelles		15 023	- 15 023
DAP amort et prov règlementée			-
Divers		28	- 28
Total	-	19 441	- 19 441

5.5.2. Produits Exceptionnels

Produits exceptionnels	Montant 2025	Montant 2024	Evolution 2025/2024
Divers		246	- 246
Trop versé subvention			-
régularisation ancienne dette		12 393	- 12 393
Regularisation organismes sociaux			-
Reprise provision client			-
Recettes concernant des années antérieures			-
Reprise provision Fact non parvenue			-
Quote part subvention investissement		5 033	- 5 033
Produits de cession des actifs immobilisés			-
Total	-	17 672	- 17 672

6. Autres informations

6.1. Contributions volontaires en nature

Lors du Conseil d'Administration du 21 septembre 2020, celui-ci a décidé de ne pas intégrer dans ses comptes annuels les contributions volontaires en nature. Les contributions volontaires en nature auraient un impact non significatif sur le résultat de l'activité.

6.2. Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'est élevée à 0 € en 2025.

6.3. Informations relatives à l'effectif au 31/12/2025

Au 31/12/2025, l'effectif total est de 112 salariés (126 salariés à fin 2024).

EFFECTIF ETP AU	31/12/2025		31/12/2024	
	H	F	H	F
Cadres	3	10	6	9
Administratifs	2	11	4	10
Educatifs	19	37	22	45
Services généraux	10	7	12	6
Para médical	3	10	2	10
TOTAL	37	75	46	80

6.4. Engagements hors bilan

Pour le financement du bâtiment de la rue des Convalescents, un prêt est en cours pour un montant restant dû de 116 899 € au 31/12/2025. La garantie est assurée via une inscription de privilège de prêteur de deniers.

Pour le financement des aménagements de la rue longue des Capucins, l'association a souscrit un emprunt de 150 000 euros auprès du Crédit Coopératif. La garantie est assurée par un nantissement du compte titres pour un montant de 30 043 euros.